

(N° 269)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 MAI 1926.

PROJET DE LOI APPORTANT DES MODIFICATIONS A LA CLASSIFICATION DES COMMUNES (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. TIBBAUT.

MESSIEURS,

Le projet de loi reprend, en le mettant au point, le projet déposé le 22 décembre 1922 et devenu caduc par suite de la dissolution des Chambres; il apporte à la classification des communes les modifications, qui sont justifiées par le recensement général de la population au 31 décembre 1920, et il dresse le tableau du nombre d'échevins et de conseillers communaux attribués à chaque commune.

Trois tableaux A, B, C, donnés en annexe à l'Exposé des motifs, permettent de se rendre compte des modifications que subit la classification antérieure par suite du nouveau recensement général et de celles qu'elle a déjà subies par suite de lois spéciales, notamment par suite de changements apportés aux territoires des communes et par suite du régime appliqué au territoire d'Eupen-Malmédy.

L'exposé des motifs analyse aussi, avec une grande clarté, les dispositions législatives qui régissent la matière; il suffit de retenir celles du 20 février 1921, qui classent les communes en 19 catégories, suivant l'importance de la population et qui règlent la composition des conseils communaux, dont le nombre des membres, y compris le bourgmestre et les échevins, varie de 7 à 45.

* *

Dans les Sections, comme dans la Section centrale, les préoccupations se sont portées naturellement vers les communes sinistrées, qui, par suite des destructions de la guerre, ont vu diminuer leur population et, avec elle, le nombre des conseillers et des échevins auquel elles ont droit.

Le Gouvernement s'en était déjà inspiré en proposant dans l'article 6, de ne pas replacer « sous la surveillance du commissaire d'arrondissement, pendant la

(1) Projet de loi, n° 224.

(2) La Section centrale, présidée par M. Hallet, était composée de MM. Tibbaut, Vanden Corput, Rubbens, Libbrecht, Eckelers et Pussemier.

période decennale en cours, les communes qui comptaient au moins 5,000 habitants au 31 décembre 1919 et qui, lors du recensement général au 31 décembre 1920, n'atteignaient plus ce nombre, si l'abaissement des chiffres de leur population est la conséquence directe des dévastations de la guerre. »

Il déclare agir ainsi « pour des raisons d'ordre moral sur lesquelles il semble inutile d'insister. » Au surplus il fait remarquer, avec raison, qu'il est juste de ne pas attacher une déchéance administrative à des situations, qui sont créées par des faits de guerre tout à l'honneur de victimes et qui peuvent se redresser au fur et à mesure de la reconstruction des habitations.

Ne faut-il pas faire un pas de plus et maintenir aussi pour les communes sinistrées le nombre antérieur des conseillers et des échevins ? Il n'y a guère d'hésitation sur la décision de principe ; mais des difficultés de fait peuvent naître dans l'application d'une exception plus ou moins généralisée. Il n'est guère facile de déterminer toujours avec exactitude les causes du recul de la population, et il serait inadmissible de soustraire à l'action de la loi, les communes qui doivent leur déclassement administratif à des causes internes, à des causes, qui leur sont propres, telles que l'émigration ou la faiblesse de la natalité comparée à la mortalité. Aussi la solution doit-elle être recherchée avec prudence suivant des règles qui excluent les méprises et les abus.

En fait, il n'y a que deux communes sinistrées qui perdent des mandats d'échevins. Termonde et Ypres tombent de trois à deux échevins ; et le Gouvernement est d'accord avec la Section centrale pour maintenir la situation antérieure.

Il n'est guère douteux que l'administration de ces communes détruites n'entraîne des charges plus lourdes et n'exige des collaborations plus importantes. La tâche du collège échevinnal s'y accroît de tout ce que la guerre y a amoncelé de ruines. Elle semblait même dépasser la force humaine, quand, au lendemain de la conclusion de la paix, on mesurait l'étendue du désastre ; mais quand, aujourd'hui, on voit l'œuvre de la restauration, on a des motifs d'être fier de l'énergie belge ; et nos magistrats communaux ont leur part du mérite.

Ce ne serait pas le moment de diminuer moralement ces deux villes, qui restent inscrites au tableau d'honneur pour les sacrifices de la guerre et qui, renaissant de leurs cendres affirment leur confiance dans l'avenir, en prenant une parure plus brillante que par le passé.

Ces considérations peuvent s'appliquer aussi au maintien du nombre des conseillers communaux. On peut même ajouter que la diminution de leur nombre peut rendre plus difficile la représentation des intérêts, des classes et des hameaux, au moment où la collaboration doit être plus étroite et alors que l'administration doit pouvoir porter son attention sur la création des nouveaux quartiers. On la comprendrait d'autant moins que la reconstruction, en rétablissant les conditions normales, permettra à la population de prendre un rapide développement et de reconquérir les mandats perdus.

Ainsi, dans la ville de Termonde, il a fallu reconstruire tous les édifices publics, modifier l'alignement et relever, sur la moitié de la superficie occupée, le niveau des rues et des places publiques. Malgré ce trouble, les $\frac{2}{3}$ des habitations étaient reconstruites au 31 décembre 1925 et abritaient déjà une population de 9,665 habitants. Le chiffre de 10,000 ne peut tarder à être dépassé ; et il le sera d'autant plus facilement que la ville, arrêtée jadis dans son expansion par ses fortifications et ses servitudes militaires, en est dégagée aujourd'hui et peut prendre l'élan que lui assurent sa situation économique et l'activité intense de ses habitants.

Il serait cruel de leur enlever deux de ses treize mandats de conseiller, en invoquant une situation momentanée, due exclusivement aux souffrances de la guerre.

Ypres, la grande martyre, ne peut pas davantage subir une humiliation, fût-elle passagère, en perdant quatre de ses quinze mandats de conseiller; et il en est de même pour la ville de Louvain, dont le sort a accentué le courant de sympathies qui a fait voler les peuples au secours de la Belgique; il ne serait pas équitable de lui faire perdre deux mandats sur vingt-cinq.

Mais faut-il se contenter de faire une exception pour ces trois grands blessés de la guerre? Il serait préférable, semble-t-il, d'étendre l'exception à toute la catégorie des communes qui perdent des sièges par suite de faits de guerre; car toutes sont également victimes d'une déchéance due, non à de causes intérieures, mais à de causes extérieures; et l'hésitation doit disparaître s'il est possible de trouver, pour la classification redressée, un moyen pratique qui écarte toute confusion.

Or, un procédé simple, ne laissant rien au hasard et à la discussion, consiste à n'admettre au bénéfice de l'exception que les communes qui ont subi des dévastations telles qu'elles ont dû, pour se relever, recourir à l'adoption instaurée par la loi du 8 avril 1919. L'adoption est un criterium sûr. Elle n'a été sollicitée que par trente-neuf communes et, parmi ces trente-neuf, il en est une, Champion, qui a changé de classe par suite d'un démembrement de territoire et qui, par conséquent, perd normalement des mandats de conseiller.

Il suffit de parcourir la liste ci-jointe et d'y relire des noms glorieux comme ceux d'Ypres, Termonde, Louvain, Dixmude, Pervyse, Houthem, Kemmel, Poelcapelle pour justifier la décision de leur rendre justice.

C'est, pour réaliser ce double redressement, que la Section centrale propose d'ajouter à la loi un article 5^{bis} et un article 5^{ter}.

L'article 5^{bis} porte le nombre des échevins d'Anvers à sept, à l'exemple de ce qui a été décidé précédemment pour les villes de Bruxelles et de Gand. Cette mesure, sur laquelle le Gouvernement est d'accord, est justifiée par l'extension considérable que prennent les services de l'administration par suite du développement du port et de l'utilisation des territoires annexés sur la rive gauche.

A l'article 5^{ter}, l'expression plus générale « que la loi en vigueur leur attribue » est justifiée par cette considération qu'il faut tenir compte non seulement de la loi du 27 août 1913, mais aussi des lois spéciales qui, par suite de modifications apportées aux limites du territoire, ont augmenté ou diminué le nombre des conseillers fixé primitivement.

En votant les amendements de la Section centrale, la Chambre fera œuvre de justice. Ils tendent à atténuer les conséquences administratives des destructions matérielles dont ces communes ont été les victimes et ils constituent comme une réparation morale qui n'entraîne pas de charges. Il ne suffit pas de célébrer l'endurance patriotique de leurs citoyens dans la résistance aux attaques et aux souffrances, il ne suffit pas d'admirer l'énergie déployée pour la restauration des ruines malgré les déceptions de l'après-guerre, il faut encore que les pouvoirs publics profitent de l'occasion pour leur donner ce qui est en leur pouvoir, le relèvement des déchéances administratives.

*
*
*

Il n'est guère nécessaire de commenter les autres articles; ils sont clairs et précis.

L'article 2 stipule qu'il sera pourvu aux places nouvellement créées lors du renouvellement des conseils en 1926, à moins qu'une décision du conseil communal ou d'un arrêté royal ne provoque une convocation extraordinaire de l'assemblée des électeurs.

Les nouveaux échevins, en cas d'augmentation du nombre, seront élus suivant l'article 3, dans la séance d'installation des nouveaux conseillers communaux.

La réduction des conseillers ou des échevins sera réalisée, suivant l'article 4, au fur et à mesure des vacances.

L'article 5 a pour but d'empêcher qu'on ne prétende tirer de la loi générale en projet la conclusion qu'elle abroge la loi spéciale du 30 mars 1921, qui a accordé à Bruxelles, à titre exceptionnel, 50 conseillers restant en fonction jusqu'à la fin de l'exercice 1926.

La Section centrale a l'honneur de proposer à la Chambre de voter le projet de loi amendé.

Le Rapporteur,
ERN. TIBBAUT.

Le Président,
MAX HALLET.

Amendements de la Section centrale.

**Insérer deux articles 5^{bis},
5^{ter} :**

ART. 5^{bis} (devenant art. 6).

Par dérogation à l'article 3 de la loi du 30 mars 1836, modifié par la loi du 20 février 1921, le nombre des échevins de la ville d'Anvers est fixé à sept et celui des échevins des villes de Termonde et d'Ypres est fixé à trois.

ART. 5^{ter} (devenant art. 7).

Les communes qui ont fait l'objet d'un arrêté royal d'adoption, pris en exécution de la loi du 8 avril 1919, conserveront le nombre de conseillers que la loi en vigueur leur attribue, même si le chiffre de leur population constatée lors du recensement général au 31 décembre 1920, avait pour effet de les faire classer dans une catégorie inférieure à celle à laquelle elles appartiennent.

Amendementen van de Middenafdeeling.

**Twee nieuwe artikelen, 5^{bis}
en 5^{ter}, in te lasschen :**

ART. 5^{bis} (wordt art. 6).

In afwijking van artikel 3 van de wet van 30 Maart 1836, gewijzigd door de wet van 20 Februari 1921, wordt het getal schepenen der stad Antwerpen op zeven en dat der schepenen van de steden Dendermonde en Ieper op drie bepaald.

ART. 5^{ter} (wordt art. 7).

De gemeenten, vallende onder de toepassing van een Koninklijk besluit van aanneming, genomen ter uitvoering van de wet van 8 April 1919, behouden het getal raadsleden hun door de bestaande wet toegekend, zelfs indien het cijfer van hunne bevolking, vastgesteld bij de jongste algemeene optelling van 31 December 1920, moest voor gevolg hebben ze in een lagere categorie te rangschikken dan die waartoe zij behooren.

ANNEXE.

Relevé des communes adoptées dont le nombre de conseillers serait réduit à la suite de la classification nouvelle basée sur la population au 31 décembre 1920, s'il n'était pas maintenu par une disposition spéciale.

COMMUNES.	Nombre de conseillers d'après la classification de :	
	1913.	1926.
Louvain	25	23
Oostkerke (Dixmude)	9	7
Beerst	9	7
Dixmude	11	9
Handzaeme	11	9
Keyem	9	7
Merckem	11	9
Woumen	11	9
Pervyse	9	7
Lombartzijde	9	7
Middelkerke	11	9
Slype	9	7
Westende	9	7
Roulers	19	17
Becelaere	11	9
Boesinghe	9	7
Dickebusch	9	7
Dranoutre	9	7
Gheluwelt	9	7
Hollebeke	9	7
Houthem	9	7
Kemmel	9	7
Langemarck	11	9
Messines	9	7
Passchendaele	11	9
Ploegsteert	11	9
Poelcappelle	9	7
Voormezele	9	7
Warneton	11	9
Wytshaete	11	9
Ypres	15	11
Zillebeke	9	7
Zonnebeke	11	9
Oostwinkel	9	7
Termonde	13	11
Marquain	9	7
Battice	11	9
Francorchamps	9	7
Champion	9 (*)	7

(*) La commune de Champion a été également adoptée; mais la loi du 8 juillet 1924 en a détaché le hameau de Cognelies et a réduit le nombre des conseillers de 9 à 7.

BIJLAGE.

Lijst der aangenomen gemeenten waarvan het aantal raadsleden zou verminderd worden ten gevolge van de nieuwe rangschikking, die steunt op het bevolkingscijfer op 31 December 1920, indien zij niet behouden werden krachtens eene bijzondere bepaling.

GEMEENTEN.	Aantal raadsleden volgens de rangschikking van :	
	1913.	1926.
Leuven	25	23
Oostkerke (Diksmuide)	9	7
Beerst	9	7
Diksmuide	11	9
Handzame	11	9
Keyem	9	7
Merckem	11	9
Woumen	11	9
Pervyse	9	7
Lombartzijde	9	7
Middelkerke	11	9
Slype	9	7
Westende	9	7
Roeselare	19	17
Becelaere	11	9
Boesinghe	9	7
Dickebusch	9	7
Dranoutre	9	7
Gheluwelt	9	7
Hollebeke	9	7
Houthem	9	7
Kemmel	9	7
Langemarck	11	9
Meessen	9	7
Passchendaele	11	9
Ploegsteert	11	9
Poelcappelle	9	7
Voormezele	9	7
Waasten	11	9
Wytshaete	11	9
Ieper	15	11
Zillebeke	9	7
Zonnebeke	11	9
Oostwinkel	9	7
Dendermonde	13	11
Marquain	9	7
Battice	11	9
Francorchamps	9	7
Champion	9 (*)	7

(*) De gemeente Champion werd insgelijks aangenomen; doch de wet van 8 Juli 1924 heeft het gehucht Cognelies van deze gemeente afgescheiden en heeft het aantal raadsleden verminderd van 9 op 7.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 MEI 1926.

WETSONTWERP TOT WIJZIGING VAN DE RANGSCHIKKING DER GEMEENTEN (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER TIBBAUT.

MIJNE HEEREN,

Dit wetsontwerp neemt — mits enkele terechtwijzingen — het ontwerp over, dat den 22^e December 1922 reeds werd ingediend, doch vervallen is wegens de onthinding der Kamers; dit ontwerp brengt in de rangschikking der gemeenten, wijzigingen die gebillijkt worden door de algemeene volkstelling van 31 December 1920 en geeft de tabel van het getal schepenen en raadsleden voor elke gemeente.

Uit de drie tabellen A, B, C, toegevoegd aan de Memorie van Toelichting, kunnen wij ons rekenschap geven van de wijzigingen die de rangschikking ondergaat wegens de nieuwe algemeene volkstelling, wegens speciale wetten, inzonderheid wegens de veranderingen gebracht in het grondgebied der gemeenten en wegens de regeling toegepast op het grondgebied van Eupen-Malmedy.

De Memorie van Toelichting is, anderzijds, ook zeer klaar in zake wetsbepalingen welke deze quaestie beheeren; wij zullen eenvoudig wijzen op de bepalingen van 20 Februari 1921, waardoor de gemeenten in negentien klassen worden gerangschikt volgens de aanzienlijkheid der bevolking en waardoor ook de samenstelling der gemeenteraden worden geregeld, in zooverre dat het getal der gemeenteraadsleden, burgemeester en schepenen inbegrepen, schommelt tusschen de cijfers 7 en 45.

* * *

In de Afdeelingen zooals in de Middenafdeeling heeft men zich natuurlijk op de eerste plaats bekommerd om de geteisterde gemeenten die, wegens de verwoesting, hunne bevolking zagen verminderen en meteen het getal raadsleden en schepenen waarop zij recht hebben.

(1) Wetsontwerp, n^o 224.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Hallet, bestond uit de heeren Tibbaut, Vanden Corput, Rubbens, Libbrecht, Eekelers en Pussemier.

De Regeering had er zich reeds laten door winnen, ten blijkde haar voorstel van artikel 6, van niet onder het toezicht der arrondissementscommissarissen te plaatsen, de gemeenten die minstens 5,000 inwoners telden op 31 December 1919 en bij de algemeene volkstelling op 31 December 1920 dit cijfer niet meer bereikten, indien de daling van het cijfer harer bevolking het rechtstreeksch gevolg is der oorlogsverwoestingen.

De Regeering verklaart aldus te handelen « om redenen van zedelijken aard over dewelke het nutteloos schijnt uit te weiden ». Bovendien, doet zij terecht opmerken, dat het billijk is geen bestuursverval te hechten aan toestanden die voortspruiten uit oorlogsfeiten welke gansch ter eere der slachtoffers zijn en kunnen verholpen worden naar gelang de verwoeste woningen terug oprijzen.

Moeten wij niet een stap verder gaan en ook voor deze geteisterde gemeenten het vroeger getal raadsleden en schepenen behouden? Over de principieele beslissingen bestaat er geen twijfel, maar er zijn feitelijke moeilijkheden die kunnen oprijzen bij de toepassing van eene min of meer algemeen gemaakte uitzondering. Het is niet zoo gemakkelijk de redenen aan te geven van den achteruitgang der bevolking, en het zou niet aan te nemen zijn, de wet niet toe te passen op de gemeenten waarvan de bestuurlijke declassering toe te schrijven is aan inwendige oorzaken, aan oorzaken die hun eigen zijn, zooals de uitwijking of het mindere getal geboorten vergeleken bij het getal sterfgevallen. De oplossing moet dan ook met voorzichtigheid gezocht worden, volgens een leiddraad die vergissingen en misbruiken uitsluit.

Feitelijk zijn er slechts twee gemeenten die mandaten van schepenen verliezen. Dendermonde en Ieper vallen van drie op twee schepenen; en de Regeering is het eens met de Middenafdeeling om den vroegeren toestand te behouden.

Het lijdt geen twijfel, dat het bestuur van deze verwoeste gemeenten zwaardere lasten medebrenge en eene belangrijker medewerking vergt. De taak van het schepencollege groeit daar aan met alles wat de oorlog er aan puinen heeft opgehoopt. Zij scheen zelfs boven menschelijke kracht, toen men, na het sluiten van den wapenstilstand, de uitgestrektheid van die ramp meten kon. Wanneer men echter tegenwoordig het herstellingswerk ziet, dan mag men trotsch zijn over de Belgische werkkraft, en een deel daarvan komt aan onze gemeentemagistraten toe.

Het is niet mogelijk deze twee steden zedelijk te verminderen; zij blijven op de eerelijst ingeschreven voor hun zware offers tijdens den oorlog, en, nu zij oprijzen uit hunne asch, bevestigen zij hun vertrouwen in de toekomst en beloven nog schitterender te worden dan in het verleden.

Deze beschouwingen kunnen ook gelden voor het behoud van het getal gemeenteraadsleden. Men mag er zelfs bijvoegen dat de vermindering van hun getal de vertegenwoordiging der klassen en gehuchten moeilijker kan maken, op het oogenblik dat de samenwerking inniger moet zijn en het bestuur zijne aandacht moet kunnen wijden aan het oprichten van nieuwe wijken. Men zou het te minder verstaan, daar de heropbouw door het herstel van normale omstandigheden, de bevolking zou toelaten eene snelle uitbreiding te nemen en de verloren mandaten terug te winnen.

Zoo heeft men in de stad Dendermonde al de openbare gebouwen moeten heropbouwen, de rooilijnen moeten wijzigen en de straten en openbare plaatsen over de helft van de ingenomen oppervlakte moeten ophoogen. Desondanks, waren de twee derde van de huizen op 31 December 1923 heropgebouwd en was er reeds eene bewolking van 9,663 inwoners behuisd. Het cijfer van 10,000 zal aldra overschreden zijn, en dit des te gemakkelijker daar de stad, vroeger in hare uitbreiding tegengehouden door de vestingen en de krijgsmacht, daarvan thans ontlast is en de vlucht kan nemen die hare economische oestand en de werkzaamheid der inwoners haar verzekeren.

Het ware wreeddaardig hun twee van de dertien mandaten van gemeenteraadslid te ontnemen, met een tijdelijken toestand, enkel toe te schrijven aan de ellenden van den oorlog, in te roepen.

Ieper, de groote martelares, kan evenmin eene vernedering ondergaan, al ware zij zelfs maar voorbijgaand, door vier van zijn vijftien mandaten van gemeenteraadslid te verliezen; en hetzelfde geldt voor de stad Leuven, waarvan het lot de sympathie heeft doen aangroeien die de volken hebben aangezet België te hulp te komen; het zou onbillijk zijn deze stad twee van hare vijf en twintig mandaten te doen verliezen.

Moet men er zich mede vergenoegen, eene uitzondering te maken voor deze drie groote oorlogsgewonden? Het ware, onzes inziens, wenschelijker de uitzondering uit te breiden tot alle gemeenten die zetels verliezen wegens oorlogsfeiten want zij zijn alle de slachtoffers van een verval dat niet te wijten is aan inwendige, maar aan uitwendige oorzaken; en elke aarzeling moet verdwijnen als het mogelijk is, voor de gewijzigde rangschikking, een practisch middel te vinden dat alle verwarring vermijdt.

Er bestaat een eenvoudig middel dat niets aan het toeval en aan de betwisting overlaat : slechts de uitzondering toelaten voor de gemeenten die zulke verwoestingen ondergaan hebben dat zij, om zich weder op te richten, beroep moesten doen op de aanneming zooals zij voorzien is bij de wet van 8 April 1919. De aanneming is een zeker criterium. Zij werd slechts aangevraagd door negen en dertig gemeenten; onder deze negen en dertig gemeenten is er eene, Champion, die in eene andere categorie wordt gerangschikt wegens eene verbrokkeling van haar grondgebied en die daardoor op normale wijze mandaten van gemeenteraadsliden verliest.

Het volstaat bijgaande lijst te overzien en er roemrijke namen terug te vinden als Ieper, Dendermonde, Leuven, Diksmuide, Pervyse, Houthem, Kemmel, Poelcapelle, om de rechtmatigheid van het besluit te staven waarbij men aan deze gemeenten recht laat wedervaren.

Het is om deze dubbele wijziging der rangschikking te verwezenlijken, dat de Middenafdeeling voorstelt aan de wet een artikel 5^{bis} en een artikel 5^{ter} toe te voegen.

Artikel 5^{bis} brengt het aantal schepenen te Antwerpen op zeven, naar het voorbeeld van hetgeen vroeger voor de steden Brussel en Gent besloten werd.

Deze maatregel, die door de Regeering aangenomen wordt, is gerechtvaardigd door de aanzienlijke uitbreiding van de bestuursdiensten wegens de ontwikkeling van de haven en de benutting der op den linkeroever geannexeerde gebieden.

In artikel 5^{ter}, is de meer algemeene uitdrukking « dat de bestaande wet hun toekent » gerechtvaardigd door deze overweging dat men niet alleen rekening moet houden met de wet van 27 Augustus 1913, maar ook met de speciale wetten die, ten gevolge van wijzigingen van de grenzen van het grondgebied, het vroeger vastgestelde getal der raadsleden verhoogd of verminderd hebben.

Door de amendementen van de Middenafdeeling aan te nemen, zal de Kamer slechts eene daad van rechtvaardigheid stellen. Zij streven er naar de bestuurlijke gevolgen te verzachten van de stoffelijke verwoestingen waarvan deze gemeenten het slachtoffer zijn geweest; zij zijn een zedelijke schadevergoeding die geene lasten na zicht sleept. Het is niet voldoende het vaderlandskievend weerstandsvermogen te roemen van de inwoners dezer gemeenten ten aanzien van de aanvallen en het lijden; het is niet voldoende de wilskracht te bewonderen die zij aan den dag legden bij het wederoprichten van de puinen, ondanks de naoorlogsche ontgoochelingen; de openbare machten moeten ook van de gelegenheid gebruik maken om te geven wat zij geven kunnen : het wederopbeuren uit het bestuurlijk verval.

*
*
*

Het is niet noodig een commentaar te maken op de overige artikelen; zij zijn duidelijk.

Artikel 2 bepaalt dat men de nieuwe geschapen plaatsen bij de vernieuwing van de gemeenteraden in 1926 zal laten bekleeden, tenzij, bij beslissing van den gemeenteraad of bij Koninklijk besluit, een buitengewone oproeping van de kiezers plaats grijpt.

De nieuwe schepenen, ingeval hun aantal verhoogd wordt, zullen verkozen worden krachtens artikel 3, in de staande vergadering in dewelke de nieuwe gemeenteraadsleden aangesteld worden.

De vermindering van het getal der raadsleden of der schepenen zal verwezenlijkt worden, krachtens artikel 4, naarmate de plaatsen openvallen.

Het doel van artikel 5 is te vermijden dat men in het ontwerp van algemeene wet het besluit vinde dat het de bijzondere wet van 30 Maart 1921 intrekt, waarbij aan Brussel, bij uitzondering, een getal van vijftig gemeenteraadsleden toegekend wordt die in dienst blijven tot het einde van het dienstjaar 1926.

De Middenafdeeling heeft de eer aan de Kamer voor te stellen het geamendeerd wetsontwerp aan te nemen.

De Verslaggever,

ERN. TIBBAUT.

De Voorzitter,

MAX HALLET.

Amendements de la Section centrale.

**Insérer deux articles 5^{bis},
5^{ter}:**

ART. 5^{bis} (devenant art. 6).

Par dérogation à l'article 3 de la loi du 30 mars 1836, modifié par la loi du 20 février 1921, le nombre des échevins de la ville d'Anvers est fixé à sept et celui des échevins des villes de Termonde et d'Ypres est fixé à trois.

ART. 5^{ter} (devenant art. 7).

Les communes qui ont fait l'objet d'un arrêté royal d'adoption, pris en exécution de la loi du 8 avril 1919, conserveront le nombre de conseillers que la loi en vigueur leur attribue, même si le chiffre de leur population constatée lors du recensement général au 31 décembre 1920, avait pour effet de les faire classer dans une catégorie inférieure à celle à laquelle elles appartiennent.

Amendementen van de Middenafdeeling.

**Twee nieuwe artikelen, 5^{bis}
en 5^{ter}, in te lассhen :**

ART. 5^{bis} (wordt art. 6).

In afwijking van artikel 3 van de wet van 30 Maart 1836, gewijzigd door de wet van 20 Februari 1921, wordt het getal schepenen der stad Antwerpen op zeven en dat der schepenen van de steden Dendermonde en Ieper op drie bepaald.

ART. 5^{ter} (wordt art. 7).

De gemeenten, vallende onder de toepassing van een Koninklijk besluit van aanneming, genomen ter uitvoering van de wet van 8 April 1919, behouden het getal raadsleden hun door de bestaande wet toegekend, zelfs indien het cijfer van hunne bevolking, vastgesteld bij de jongste algemeene optelling van 31 December 1920, moest voor gevolg hebben ze in een lagere categorie te rangschikken dan die waartoe zij behooren.

ANNEXE.

Relevé des communes adoptées dont le nombre de conseillers serait réduit à la suite de la classification nouvelle basée sur la population au 31 décembre 1920, s'il n'était pas maintenu par une disposition spéciale.

COMMUNES.	Nombre de conseillers d'après la classification de :	
	1913.	1926.
Louvain	25	23
Oostkerke (Dixmude)	9	7
Beerst	9	7
Dixmude	11	9
Handzaeme	11	9
Keyem	9	7
Merckem	11	9
Woumen	11	9
Pervyse	9	7
Lombartzijde	9	7
Middelkerke	11	9
Slype	9	7
Westende	9	7
Roulers	19	17
Becelaere	11	9
Boesinghe	9	7
Dickebusch	9	7
Dranoutre	9	7
Gheluwelt	9	7
Hollebeke	9	7
Houthem	9	7
Kemmel	9	7
Langemarck	11	9
Messines	9	7
Passchendaele	11	9
Ploegsteert	11	9
Poelcappelle	9	7
Voormezele	9	7
Warneton	11	9
Wytschaete	11	9
Ypres	15	11
Zillebeke	9	7
Zonnebeke	11	9
Oostwinkel	9	7
Termonde	13	11
Marquain	9	7
Battice	11	9
Francorchamps	9	7
Champion	9 (*)	7

(*) La commune de Champion a été également adoptée; mais la loi du 8 juillet 1924 en a détaché le hameau de Cognelies et a réduit le nombre des conseillers de 9 à 7.

BIJLAGE.

Lijst der aangenomen gemeenten waarvan het aantal raadsleden zou verminderd worden ten gevolge van de nieuwe rangschikking, die steunt op het bevolkingscijfer op 31 December 1920, indien zij niet behouden werden krachtens eene bijzondere bepaling.

GEMEENTEN.	Aantal raadsleden volgens de rangschikking van :	
	1913.	1926.
Leuven	25	23
Oostkerke (Diksmuide)	9	7
Beerst	9	7
Diksmuide	11	9
Handzame	11	9
Keyem	9	7
Merckem	11	9
Woumen	11	9
Pervyse	9	7
Lombartzijde	9	7
Middelkerke	11	9
Slype	9	7
Westende	9	7
Roeselare	19	17
Becelaere	11	9
Boesinghe	9	7
Dickebusch	9	7
Dranoutre	9	7
Gheluwelt	9	7
Hollebeke	9	7
Houthem	9	7
Kemmel	9	7
Langemarck	11	9
Meessen	9	7
Passchendaele	11	9
Ploegsteert	11	9
Poelcappelle	9	7
Voormezele	9	7
Waasten	11	9
Wytschaete	11	9
Ieper	15	11
Zillebeke	9	7
Zonnebeke	11	9
Oostwinkel	9	7
Dendermonde	13	11
Marquain	9	7
Battice	11	9
Francorchamps	9	7
Champion	9 (*)	7

(*) De gemeente Champion werd insgelijks aangenomen; doch de wet van 8 Juli 1924 heeft het gehucht Cognelies van deze gemeente afgescheiden en heeft het aantal raadsleden verminderd van 9 op 7.